

Zeitschrift: Revue Militaire Suisse
Herausgeber: Association de la Revue Militaire Suisse
Band: 17 (1872)
Heft: 20

Artikel: Observations sur l'ouverture de la campagne de 1870-1871 et sur les affaires de Saarbrück, Forbach-Spicheren, Wissembourg et Wörth
Autor: [s.n.]
DOI: <https://doi.org/10.5169/seals-333081>

Nutzungsbedingungen

Die ETH-Bibliothek ist die Anbieterin der digitalisierten Zeitschriften. Sie besitzt keine Urheberrechte an den Zeitschriften und ist nicht verantwortlich für deren Inhalte. Die Rechte liegen in der Regel bei den Herausgebern beziehungsweise den externen Rechteinhabern. [Siehe Rechtliche Hinweise.](#)

Conditions d'utilisation

L'ETH Library est le fournisseur des revues numérisées. Elle ne détient aucun droit d'auteur sur les revues et n'est pas responsable de leur contenu. En règle générale, les droits sont détenus par les éditeurs ou les détenteurs de droits externes. [Voir Informations légales.](#)

Terms of use

The ETH Library is the provider of the digitised journals. It does not own any copyrights to the journals and is not responsible for their content. The rights usually lie with the publishers or the external rights holders. [See Legal notice.](#)

Download PDF: 19.03.2025

ETH-Bibliothek Zürich, E-Periodica, <https://www.e-periodica.ch>

REVUE MILITAIRE SUISSE

N° 20.

Lausanne, le 31 Octobre 1872.

XVII^e Année.

SOMMAIRE. — **Observations sur l'ouverture de la campagne de 1870-1871 et sur les affaires de Saarbrück, de Forbach-Spicheren, de Wissembourg et de Wœrth.** — **Sur nos insignes d'officiers.** — **Bibliographie.** *De la justesse du tir des bouches à feu et des armes portatives*, par M. J. Lefèvre, capitaine d'artillerie; — *Le télémètre du capitaine Nolan*; — *Le télémètre de campagne du colonel russe Stubendorf.* — *Rothpletz, Gründzuge der Organisation des Sanitätssdienstes und der Sanitäts-Truppen der eidg. Armee.* — **Nouvelles et chronique.**

ARMES SPÉCIALES. — **La position stratégique de la Suisse vis-à-vis des Etats voisins.** Etude de géographie militaire, par le lieut.-colonel Aloïs Ritter von Haymerle, officier d'état-major. (*Suite.*) — **Sur les récents accidents d'artillerie.** Rapport de la commission d'expertise.

Observations sur l'ouverture de la campagne de 1870-1871 et sur les affaires de Saarbrück, Forbach-Spicheren, Wissembourg et Wörth. (1)

Les événements rapportés à nos deux chapitres précédents montrent dans les opérations des Prussiens un double et incontestable mérite. Elles furent frappées au coin de la résolution et de l'énergie non moins que de la prudence.

La part de la prudence fut faite par les nombreuses forces laissées en Allemagne, soit 3 1/2 corps d'armée, avec toutes les landwehrs et troupes de garnison et de remplacement; effectif considérable qu'on eût pu même trouver un peu de luxe s'il avait fait besoin ailleurs. Tout le reste marcha en avant avec autant de vigueur que de mesure. Le seul fait de l'offensive, dans cette guerre reçue et non provoquée, devait donner des bénéfiques marquants et imposait déjà une première supériorité des armes d'un haut effet moral.

La manière serrée et méthodique dont cette offensive, hardie de combinaison, fut menée, y ajouta tous les préservatifs nécessaires. Une bataille perdue, deux peut-être, n'eussent pas amené forcément de désastres; car la masse active avait été répartie en trois colonnes principales, soit en trois armées restant à portée de se soutenir mutuellement, pouvant aisément concentrer sur un point quelconque de leur front de fortes masses en une journée et tout leur gros en deux ou trois journées.

Dès leur arrivée vers la frontière ces trois colonnes n'en formèrent même plus que deux, la I^{re} et la II^{me} armée s'étant mises en parfait contact; ainsi l'on peut dire que l'offensive prussienne n'avait que deux lignes principales d'opérations, sur le front de Sarrelouis à Lauterbourg, soit sur environ 80 kilomètres seulement. Les ailes, couvertes par les frontières, ne se prêtant pas à de grandes attaques de l'ennemi, celui-ci ne pouvait se présenter en force que sur le centre, et là, en un jour seulement de concentration, des masses considérables pouvaient lui être opposées.

(1) Extrait du récent volume du colonel Lecomte, chapitre VIII. (Voir aux annonces.)

C'était bien mieux débiter assurément que dans la campagne de 1866 en Bohême, où les Prussiens avaient pris trois lignes d'opérations à grandes distances les unes des autres et ne devant se réunir que dans les rangs mêmes de l'ennemi. On voit que les justes critiques qui en furent faites, et que la victoire obtenue n'infirma point, portèrent leurs fruits. L'état-major prussien, il faut le dire à sa louange, ne se laissa pas éblouir par ses succès de Bohême ; la méthode qui les lui avait procurés fut perfectionnée jusqu'à en être totalement changée en 1870. Il s'en trouva bien aux premiers jours déjà, à l'affaire de Spicheren-Forbach, qui fut gagnée par les efforts réunis des 1^{re} et 2^e armées ; tandis que les trois armées prussiennes de 1866 ne purent agir de concert que devant Königsgrätz après dix combats partiels et au dernier moment ; c'est-à-dire qu'elles jouèrent alors sans nécessité un périlleux vatout, qui fut évité en 1870.

Dans l'une et l'autre campagne, les corps de troupes prussiens se comportèrent avec une égale bravoure, avec ordre, discipline, fermeté et habileté tactique. En Bohême toutes ces qualités n'eurent que par d'heureux accidents le concours de la stratégie, réussissant avec une chance sur dix à gagner le gros lot. En 1870, elles eurent l'appui constant d'une stratégie aussi vigoureuse mais plus rationnelle et moins aventureuse que sa devancière. S'avancer sur le centre du grand front français, le percer, acculer les ailes aux territoires neutres de la Belgique ou de la Suisse, était une combinaison parfaite et simple. C'était même l'unique, et il n'y a pas lieu de tant s'émerveiller qu'elle ait été calculée deux ans à l'avance et effectuée suivant les calculs. Il ne manquerait plus que d'avoir fait le contraire.

Du côté des Français les premières opérations montrent, à côté de l'erreur capitale déjà signalée sur les forces militaires respectives des parties, deux vices principaux qui expliquent tous les autres et leurs désastreuses conséquences.

1° L'armée française, telle qu'on pouvait l'avoir au moment de la déclaration de guerre, et qui, complète, eût été au-dessous de sa tâche, cette armée-là, quoiqu'en ait dit le ministre de la guerre, n'était point prête à entrer en campagne. Nous ne voulons pas examiner si le personnel, le matériel, les munitions, les approvisionnements, les attelages, etc., existaient à l'état légal. Nous l'admettons. Nous savons au moins qu'ils n'étaient plus éparpillés, comme en 1866, dans des pays lointains ; qu'il n'y avait hors de France, outre les garnisons ordinaires des colonies, qu'une brigade à Rome, se disposant à rentrer au premier appel. C'est en ce sens probablement que le maréchal Lebœuf entendait être prêt.

Mais les divers éléments de cette armée étaient encore disséminés sur tout le territoire sans aucune corrélation avec les projets de guerre, répartis sans autre méthode que celle des routines administratives du temps de paix. De telle sorte qu'il fallait de nombreuses opérations gouvernementales, ministérielles, administratives, seulement pour former les corps de troupes à l'effectif normal ; d'autres mesures pour les embrigader et endivisionner ; enfin des efforts surhumains pour

effectuer ces préparatifs en même temps que les mobilisations de l'entrée en ligne.

Comme on l'a vu plus haut, le simple passage du pied de paix au pied de guerre est, en France, une opération fort compliquée. Le pied de paix y est peu militaire au fond, complètement subordonné aux seules convenances et parcimonies de l'administration, et, çà et là, d'un peu de haute police à l'intérieur ou de petits intérêts de clochers et de cabaretiers, si bien que la mise en campagne d'un régiment est un bouleversement pour ce régiment qui se fait sentir dans toute la France et dans les principaux rouages de l'armée.

Cela vient, en pratique, de ce que les régiments ont d'une part des bataillons actifs, de l'autre un dépôt, rarement dans la même localité et souvent séparés par toute la longueur ou la largeur du pays ; que les régiments rappellent pour le pied de guerre, par l'intermédiaire du ministère, des préfets, des maires, leurs hommes de réserve et en congé répandus dans les départements ; ceux-ci, pour s'équiper, rejoignent d'abord leur dépôt, qui ne forme pas comme dans d'autres armées un cercle de recrutement local, et du dépôt ils sont ordinairement envoyés aux bataillons actifs, après lesquels ils doivent courir tant bien que mal si, dans les entrefaites, les bataillons actifs ont déjà été mobilisés ; qu'enfin les uns et les autres, corps, officiers et troupe, reçoivent un matériel de campagne, un renfort de chevaux, de mulets, de voitures, de munitions, d'effets de campement, etc., qui, sur pied de paix, ne se trouvent en majeure partie ni aux bataillons actifs ni aux dépôts, mais soit dans l'industrie privée où on les achète à la hâte, soit dans des magasins ad hoc, de l'artillerie entr'autres pour les armes et munitions, d'où ils ne sortent que sur des ordres de Paris, devant passer par plusieurs intermédiaires et contrôles.

Or on comprend que quand tous les régiments de toutes armes, ainsi que tous les états-majors divisionnaires et subdivisionnaires, doivent subitement procéder à tous ces travaux à la fois, et en même temps se mobiliser, ce qui éloigne déjà de leurs postes bon nombre d'officiers préposés à ces préparatifs, on comprend, disons-nous, qu'il en doive résulter pendant plusieurs jours un désordre immense.

Cela s'était vu plus ou moins dans toutes les grandes mobilisations antérieures de l'armée française ; mais comme elles s'étaient faites sur un pied relativement minime et à leur heure, on avait toujours fini par se débrouiller. C'est le mot technique adopté. Reconnaissons qu'on se débrouillait assez vite, grâce à ce savoir-faire pratique et à cette initiative ingénieuse qui sont le propre du militaire français. On se débrouillait joyeusement même, la bonne humeur nationale dominant les petits déboires. On compta trop, en tout temps peut-être, avec ces précieuses qualités ; on ne compta sûrement pas assez sur les changements qu'y apportaient la rapide locomotion à vapeur et l'accroissement énorme des effectifs. On n'y devait plus compter du tout quand il s'agissait d'un ennemi non au-delà des Alpes et des mers, mais sur la frontière même, en puissantes masses contre lesquelles l'armée entière était nécessaire pour le début.

Dans de telles circonstances, être prêt ne consistait pas à avoir son pied de guerre couché sur le papier, c'est-à-dire encore mystérieux

en fait, si complet qu'il pût être légalement ; mais déjà amené, par quelques opérations préliminaires, à n'en exiger plus que de très simples pour fournir effectivement l'entrée en campagne. N'aurait-on p'as pu faire d'avance, par exemple, et secrètement, dans la région de l'Est, au camp de Châlons surtout, des dépôts spéciaux de matériel, plus tard de personnel, pour les divers corps de troupes ? masquer sous ce camp d'instruction, ainsi qu'à ceux des environs de Paris et de Lyon, des préparatifs fort avancés ? diriger petit à petit sur Metz, Strasbourg, Besançon, Belfort et autres places de l'Est, les premiers transports militaires ? Beaucoup d'autres mesures semblables n'auraient-elles pas pu être prises avant de faire de l'éclat, et dû l'être pour se dire prêt à entrer en campagne ?

En tout cela il semble que la routine et une confiance excessive triomphèrent de la prévoyance la plus élémentaire et des leçons de l'expérience. Celles-ci, encore que très partielles, avaient été d'un sérieux avertissement en Crimée, en Italie en 1859, au Mexique en 1862.

D'ailleurs les institutions militaires françaises, en temps de paix, ne comportent pas d'exercice ni d'inspection de mise sur pied de guerre en masses. On ne peut se familiariser avec l'opération difficile du passage du pied de paix au pied de guerre, ni contrôler le pied de guerre dans des conditions convenables ; ce qui est une lacune à tous égards. Or l'appel aux armes de juillet 1870 devant porter subitement sur toute l'armée, on se trouvait en face d'un fait absolument nouveau, d'une crise inconnue et suprême qui n'autorisait personne, tant qu'on n'en avait pas franchi les plus épineux obstacles, à dire : « nous sommes prêts. »

Il faut pourtant reconnaître que quand de telles paroles étaient accentuées par un officier d'artillerie aussi éminent que M. Lebœuf, maréchal de France, ministre de la guerre, major général désigné, chacun assurément, même l'Empereur et M. de Gramont, pouvaient bien y ajouter foi ;

2^o L'autre vice à signaler dans les premières opérations françaises, c'est que les troupes disponibles furent, dès le début, aussi mal placées que possible. On les répartit en un vaste cordon de près de 400 kilomètres, le long de la frontière, de Belfort à Thionville par Strasbourg et Metz. A tous les points de vue cet éparpillement était blâmable. C'était provisoire, a-t-on dit. D'accord ; mais c'est surtout dans un tel provisoire et dans l'incertitude de ce qui peut en sortir qu'il convient d'être concentré. La règle est si élémentaire, si bien établie par l'histoire de cent guerres et par tous les maîtres de l'art, que nous n'osons insister.

Cela n'empêchait pas de former deux à trois armées distinctes ; seulement chacune d'elles devait, dès l'origine et non en route, être massée et à portée de soutenir sa ou ses voisines.

Ainsi, et dans cette idée, on aurait dû créer, par exemple, une armée à Metz sous Bazaine, une à Nancy sous Mac-Mahon, une de réserve à Châlons. Cela calculé d'avance, on eût pu faire sur ces trois points les concentrations préalables d'entrée en campagne.

Pour couvrir le front en attendant d'être prêt, on avait les places

des Vosges et de l'Alsace, qui, depuis les « angoisses patriotiques » de 1866 et l'alerte de 1867, devaient être en état de défense, avec leurs garnisons fixes de troupes et de mobiles. A la rigueur on pouvait les renforcer immédiatement par le corps d'armée Frossard, faisant son camp de Châlons et disponible. Mieux encore, ce corps aurait pu, comme nous l'avons dit ci-dessus, être lancé en avant-garde dans les provinces du Rhin. Jusque vers la fin de juillet il y eût non pas remporté de grandes victoires sans doute, mais utilement battu la campagne et jeté au moins du désarroi dans les concentrations allemandes, ce qui eût gagné du temps aux françaises. En s'éclairant convenablement de sa cavalerie, puis en se repliant plus tard devant les forces supérieures, sans perdre le contact avec elles, il eût rendu d'éminents services au commandant en chef, qui aurait au moins vu clair dans la situation et pu prendre un parti en connaissance de cause.

Sans aller jusqu'à cette offensive partielle, qui demandait déjà un certain degré de résolution, et en n'ayant sur le front qu'une simple chaîne d'éclaireurs, la réunion des masses vers Metz, Nancy et Châlons ne coûtait, en cas d'attaque ennemie supérieure, qu'un terrain facile à reprendre plus tard. Au contraire avec le cordon établi, à la fois trop fort pour éclairer et trop faible pour résister et surtout pour avancer, rideau fragile bientôt reconnu et percé, on perdit à la fois le terrain, les batailles, beaucoup d'hommes et de matériel, le prestige de vingt glorieuses années, la solidité morale de l'armée et du pays.

Tel fut le premier résultat d'une entrée en campagne mal préparée dans le cabinet et mal ordonnée sur le terrain.

Peut-être retrouvons-nous dans ce second vice l'influence du premier, car tout s'enchaîne dans les fautes relevant directement du pouvoir suprême. Peut-être fut-ce moins l'ineptie stratégique qui dicta ce fatal éparpillement, que la facilité qu'il offrait de combler les lacunes des premiers corps en ligne. Sur ce front étendu, un plus grand nombre de voies ferrées pouvaient servir à expédier les compléments nécessaires, compléments qu'on aurait pu fournir plus tôt avec un système mieux étudié de préliminaires secrets. Ces fautes-là remontent certainement au gouvernement lui-même, soit plus spécialement au ministère de la guerre. Avec les nombreux et savants rouages dont ce ministère dispose, il pouvait et il devait avoir en mains un plan complet de mise sur pied de guerre et de mobilisation vers l'Est de toute l'armée, dans les conditions les plus rapides et dans toutes les hypothèses. — Si ce travail avait été fait soigneusement, l'impossibilité de l'improvisation d'une telle opération eût été démontrée, par conséquent aussi la nécessité de la fractionner en plusieurs séries de mesures dont les premières eussent été inaperçues.

Cela ayant été négligé, le système de cordon pratiqué put d'abord paraître le plus simple palliatif. Comme toujours, ce système vicieux ne remédiait au présent qu'aux frais du lendemain.

Cette vérité, vieille autant que la guerre, mais encore d'actualité, donne la clef des désastres des Français. Les fautes premières fournirent des conséquences parfaitement logiques. Leur droite fut écrasée, leur centre refoulé par des forces supérieures, tandis que trois corps

du centre et de la gauche, un de la droite et deux de réserve, ne purent faire rien ou presque rien en faveur des corps engagés.

Non-seulement les 1^{er}, 2^e et partie du 7^e corps d'armée subirent les fâcheux résultats de la dissémination qui leur avait été ordonnée, mais tous partagèrent l'aveugle confiance qui y avait présidé, quant au temps dont ils croyaient disposer pour leurs préliminaires et quant aux forces et aux projets de l'ennemi. Avec une inexplicable négligence ils se laissèrent amuser sur tout leur front et notamment vers Sarrelouis, Saarbrück, Deux-Ponts, Mülhouse, tandis que le 1^{er} corps se laissait surprendre à Wissembourg et à Wörth, non par des détachements allemands, mais par une armée entière. Puis, sous l'impulsion d'un sentiment fort honorable chez les soldats, beaucoup moins chez des chefs, ceux-ci crurent se racheter en payant de bravoure, en tenant obstinément des terrains insignifiants en eux-mêmes et qui auraient dû être évacués sans hésitation. En deux mots, la contagion d'en haut les atteignant, ils ne mirent point assez de soins à se renseigner, à se garder, à se replier, à manœuvrer en commun. Ils ne surent que se bien battre isolément, sur la place donnée, jusqu'à la mort ou à la capture. C'est beaucoup sans doute. Mais vaut-il la peine d'avoir eu des Turenne, des Frédéric, des Napoléon par le monde, des monuments qui les glorifient, des écoles où on les enseigne journellement, des maîtres comme Jomini, l'archiduc Charles, Clausewitz, Dufour, Rocquancourt, Thiers même, qui les résument et les mettent à la portée de tous, pour laisser retomber l'art de la guerre à un degré aussi primitif? Est-il besoin surtout, après des fautes aussi palpables, de s'épuiser à en chercher d'autres, de disserter à l'infini sur les « causes morales, » sur la déchéance des races latines, sur la corruption de l'ancien régime, etc. etc., comme le font tant d'éminents philosophes français, montrant dans leurs raisonnements plus encore de fatuité et d'ignorance que MM. Lebœuf et consorts n'en mirent dans leurs opérations (1).

(1) Le plus remarquable de ces penseurs fourvoyés est bien M. Ernest Renan, auteur d'un livre récent intitulé *La réforme intellectuelle et morale en France*, où il parle avec éloquence de beaucoup de choses, notamment des revers des armes françaises.

Si l'illustre orientaliste avait pris la peine, avant d'aborder un sujet militaire, de s'enquérir des faits de la guerre et de quelques données d'art militaire, à l'instar de MM. Quinet, Michelet, Ste-Beuve, Thiers surtout, quand ils entreprirent des travaux analogues, il serait certainement arrivé, grâce à son jugement si fin dans les matières de son ressort, à des conclusions différentes de celles qu'il s'ingénie d'offrir au public. Il se fût convaincu, par exemple, que la forme du gouvernement et le prétendu manque de vertu et d'instruction du pays n'ont été presque pour rien dans les désastres de l'armée française ; que la France eût-elle été composée exclusivement de saints, de saintes et d'académiciens, et l'armée de lions, cela n'eût pas empêché le gouvernement et le grand état-major d'ordonner, et les états-majors de corps d'armée d'exécuter les mobilisations et dislocations qui se firent du 16 juillet au commencement d'août, et que, cela étant, les résultats devaient être sensiblement les mêmes.

Qu'en conséquence la première réforme intellectuelle et morale à conseiller à la France est celle de sa stratégie, de sa cavalerie, de son artillerie, de son recrutement et d'autres branches vicieuses de son état militaire. Le reste, sans en médire le moins du monde, est pour le moment de l'accessoire ou de la fantaisie. La philosophie, entr'autres, qui, en temps de guerre, ignore la stratégie, doit fatalement tourner à la divagation.

A ces observations générales, que nous devons rappeler trop souvent, ajoutons quelques mots plus spéciaux aux quatre affaires des 2, 4 et 6 août, où nous ferons mieux la part de chacun.

Sur le combat du 2 août, à *Saarbrück*, nous avons déjà dit l'essentiel. L'habile et courageuse conduite du commandant prussien restera un modèle d'emploi de forces minimales contre des forces très supérieures. Le major v. Pestel parvint à faire déployer toutes ces dernières; il put les reconnaître, les compter à son gré, tenir honorablement son terrain et opérer sa retraite en bon ordre sans se laisser sérieusement entamer. Ainsi auraient dû agir Douay à Wissembourg et Mac-Mahon à Wörth.

Quant au général Frossard, on ne saurait sérieusement le blâmer de s'être assuré, dans l'incertitude où tout le monde était des forces ennemies, la pleine supériorité du nombre et d'y avoir mis même un peu d'apparat. Mieux ce défaut-là, si c'en est un, que le défaut contraire, si fréquent dans cette guerre du côté des Français. Mais on comprend moins, nous l'avons déjà dit, qu'il ait discontinué son offensive, tout en donnant d'aussi grandes proportions à son succès dans les rapports officiels.

Ce dernier tort a cependant été trop exploité, il faut le reconnaître, contre le général Frossard, surtout coupable aux yeux des partis politiques opposants d'être gouverneur du prince impérial, même peut-être d'avoir été aide-de-camp du roi Louis-Philippe. Ces attaques amères et de mobiles étrangers à la question ne sauraient voiler la vérité. D'ailleurs la courtoisie, adressée aux princes dans les monarchies, au peuple dans les républiques, est un travers si commun, qu'on peut bien avoir quelque indulgence pour celle du général en l'honneur de son auguste élève.

On l'a même accusé d'avoir arrangé le combat du 2 août comme un agréable et utile spectacle à offrir au jeune prince pour ses débuts guerriers; divers écrivains appellent caustiquement cette affaire « la comédie de Saarebrück. » L'accusation serait certainement grave, et l'étrange inaction du 2 au soir et des jours suivants lui prêterait de la vraisemblance. Mais le général Frossard s'en défend énergiquement. Il dit dans le livre cité plus haut, page 19, qu'il ignorait même au commencement du combat que l'empereur Napoléon et son fils dussent y assister. Or rien n'autorise à mettre en doute cette affirmation.

La bataille de *Forbach-Spicheren* ⁽¹⁾ donne lieu à plusieurs observations.

On a vu que les Français ne purent engager que le 2^e corps, qui le fut jusqu'au dernier homme, tandis qu'à peu de distance le 3^e corps, et plus loin la garde, le 4^e et 5^e corps, ne purent contribuer en rien au résultat de la journée. Que dire d'une telle stratégie, dont la responsabilité remonte au grand état-major soit de Lebœuf, soit de Bazaine!! Passons vite.

(1) Les Prussiens l'appellent plus ordinairement *Sarrebrück-Spicheren*. Mais vu les confusions possibles avec l'affaire du 2, nous croyons préférable l'appellation ci-dessus.

L'effectif de Frossard comptait environ 32 mille hommes, avec 90 pièces, y compris les mitrailleuses (2). Il combattit contre le gros des trois corps d'armée nos VII, VIII et III avec la 5^e division de cavalerie. L'effectif normal de cette troupe serait d'environ 120 mille hommes avec 282 pièces. L'effectif réel ne dépassait pas 100 mille hommes, et la moitié seulement atteignit le terrain même de l'action, soit environ 50 mille hommes avec 20 à 22 batteries. Une moitié du reste arriva à proximité, de manière à compter comme réserve immédiate de combat; il n'est donc point exagéré de dire que les Français eurent à faire ici à des forces doubles.

Par un jeu de mot qui tient du sophisme, les Prussiens ont prétendu avoir vaincu en nombre inférieur. Mais pour cela ils déduisent de leur trois corps toutes les troupes qui n'ont pas donné dans la mêlée, et ils ajoutent au corps français une division au moins du 3^e corps, qui ne fut pas, en réalité, à la disposition du général Frossard. Les plus raisonnables parlent de 39 bataillons du 2^e corps français avec 90 pièces contre 27 bataillons prussiens avec 96 pièces et 10 escadrons en plus, soit de forces à peu près égales.

Ce calcul est également faux. Les trois chefs de corps d'armée prussiens ayant pris une part personnelle à l'action non-seulement avec des têtes de colonnes, mais avec des divisions entières, avec leur cavalerie et une portion de leur artillerie de corps d'armée, et le reste de ces corps accourant successivement derrière les premières troupes, de telle sorte que celles-ci purent être toutes lancées en ligne au sortir des wagons sans risquer de manquer de réserves, il n'est que strictement juste de compter comme participants à l'action les gros des trois corps d'armée, soit, par exemple, les trois quarts de chacun d'eux, plus la 5^e division de cavalerie. Sans la circonstance que cette bataille s'improvisa par les chefs de corps d'armée en dehors de l'action des chefs d'armée, il faudrait nettement compter le total des trois corps comme combattants du 6. Mais les chefs d'armée n'y ayant participé ni avant ni pendant, sauf Steinmetz au dernier moment et en simple spectateur, il est équitable de retrancher du nombre des acteurs les troupes qui restèrent hors du rayon des réserves immédiates. En évaluant celles-ci à un quart de l'effectif des trois corps nous ne croyons pas être loin de la vérité, ce qui donnerait, pour le chiffre total des combattants prussiens, environ 75 mille hommes.

D'autre part il est certain que dans la première période de la bataille, c'est-à-dire jusque vers deux heures après midi, les Prussiens combattirent en forces inférieures, et que jusque vers la fin de la soirée leur action fut très décousue.

Cet inconvénient résultait de la manière même dont la bataille s'était engagée, c'est-à-dire sans intention ni plan d'ensemble, sur un rapport erroné des éclaireurs Rheinbaben et par les ardeurs intem-

(2) Le général Frossard dit, page 52 de son rapport, que son corps comptait, au 6 août, 28,500 hommes. Le 2 août, il avait 26,084 hommes avec 4,789 chevaux. Depuis lors il lui arriva des hommes de réserve, et on doit lui compter, au 6 août, le renfort de la brigade de dragons Juniac; celui du 60^e de ligne est discutable.

pestives de Kameke, qui, débutant comme chef de division, y mit tout l'entrain d'un néophyte (1). Le commandement supérieur passa successivement, par la hiérarchie du grade et de l'ancienneté, à Kameke, à Stülpnagel, à Goeben, et enfin à Zastrow. Le général Steinmetz, arrivé sur le champ de bataille à 7 heures du soir, c'est-à-dire au moment le plus actif, crut devoir laisser à ce dernier le commandement pour la fin de la journée. Mais cette sorte d'abdication courtoise ne se fit naturellement qu'à moitié; il y eut ainsi 6 1/2 commandants en chef prussiens pour cette bataille. Rien d'étonnant à ce qu'elle n'ait pas eu plus de cohésion.

Il est à présumer que si l'action n'avait pas été prématurément engagée par Kameke, elle se fût livrée le lendemain dans des conditions plus favorables aux Prussiens, c'est-à-dire, sur le front avec des troupes plus nombreuses et moins fatiguées par la marche, et sur les revers, à Forbach, avec une action plus décisive de la 13^e division.

Comme il n'est pas certain que le général Frossard eût été mieux renforcé le 7 que le 6, et comme il fit, le 6 au soir, une assez bonne retraite sur Sarreguemines, il n'eut en somme qu'à se féliciter de la hâte du général Kameke.

Il y aurait quelque intérêt à scruter ce qui serait advenu si cette retraite n'avait pas été ordonnée par le commandant du 2^e corps français. La nuit ayant mis fin au combat, partout indécis sauf à Forbach, où l'offensive prussienne se suspendit aussi et n'eut pas la gravité qu'elle paraissait avoir, il n'y avait plus de danger pour Frossard dès 9 heures du soir.

Les secours de Bazaine promis et attendus arrivèrent à ce moment. Ils étaient un peu tardifs, mais une fois là, la retraite nocturne et précipitée n'était plus nécessaire.

Ce fut donc une autre douloureuse fatalité des Français que ce singulier chassé-croisé entre les divisions de Frossard et celles de Bazaine, et que les premières se soient repliées au moment où elles étaient renforcées et auraient pu tenir.

Qu'eût-on fait, le 7 au matin, avec les forces réunies des deux corps?... Autre mystère.

Peut-être une offensive énergique eût-elle procuré la victoire et rejeté, au moins momentanément, les Prussiens au-delà de la Sarre. Nous devons dire *peut-être*, parce que nous ignorons quelles étaient les intentions et les dislocations des 1^{re} et 2^e armées pour le 7. Si tous les corps de la II^e marchèrent au canon le 6, le renfort prussien apporté le 7 aux trois corps combattants du 6 eût dépassé celui apporté au 2^e français par le 3^e. Toutefois la garde impériale et le 4^e corps, à rigueur des portions des 5^e et 6^e eussent pu encore rejoindre Forbach le 7 dans la journée et rétablir à peu près l'équilibre. Une grande bataille se fût livrée, de quatre à cinq corps français

(1) Habile ingénieur et précédemment chef de l'arme au grand état-major, le général v. Kameke demanda lui-même pour cette campagne un commandement actif et on lui donna la 14^e division. Il reprit le commandement en chef du génie pour le siège de Paris. Cette bataille de Spicheren a donc la particularité d'avoir mis en présence l'un de l'autre les deux ingénieurs les plus réputés de France et de Prusse; chacun à la tête d'un corps de troupes.

contre six à huit corps prussiens. Il serait oiseux de sonder les divers résultats possibles de cette éventualité purement spéculative.

Rentrant dans le simple domaine des faits accomplis, il semble qu'on pourrait encore adresser trois reproches de détail au général Frossard :

D'avoir renvoyé en arrière à Bening, sans doute dans un premier mouvement de dépit, la brigade de dragons Juniac qui lui arrivait et qui pouvait de toute façon être mieux utilisée, ne fût-ce qu'à renforcer le poste du Kaninchenberg ou à courir, par détachements, à la recherche des divisions du 3^e corps attendues ⁽¹⁾ ;

De n'avoir pas complété sa bonne position tactique de Spichenen par des défenses accessoires plus étendues et comprenant Sarrebrück même. Les ponts, par exemple, eussent dû être détruits ainsi que les chemins de fer au-delà de la gare de St-Jean, qui furent si précieux aux Prussiens pour avancer rapidement leurs renforts ;

Enfin d'avoir fait une retraite excentrique (dont nous parlerons plus loin), au lieu de s'être replié sur le 3^e corps.

Cela réservé, les dispositions du commandant du 2^e corps méritent certainement des éloges. La journée du 6 août, quoiqu'en aient dit de trop passionnés écrivains politiques, ne peut point déparer les états de services du général Frossard, connu précédemment comme ingénieur distingué et militaire érudit. Elle les complète au contraire honorablement. Pendant toute la guerre, peu de généraux surent faire mieux que lui.

Le combat de Wissembourg, du 4 août, est suffisamment caractérisé par notre exposé historique. Douay y manqua de vigilance ; il devait mieux s'éclairer, surtout par sa cavalerie. Celle-ci le servit fort mal, c'est vrai ; mais cela tint sans doute au défaut d'ordres précis du divisionnaire ⁽²⁾.

Puis s'il voulait disputer le terrain, il aurait dû s'y mieux installer, s'y retrancher, moins s'éparpiller ; en tout cas savoir se replier en

(1) A propos de cet incident, les rapports publiés du général Frossard et du maréchal Bazaine offrent une contradiction plus facile à citer qu'à résoudre. Le premier dit, page 46 : « Il lui (Frossard) vint seulement la brigade de dragons du général de Juniac, annoncée par la dépêche précitée du maréchal Bazaine ; et comme ce n'était pas de cavalerie que le général Frossard manquait, comme cette brigade encombrait la route qu'il importait de tenir libre pour l'artillerie de réserve et le service des ambulances, il dut la faire rétrograder sur Bening. »

De son côté, le livre Bazaine (*L'armée du Rhin depuis le 12 août jusqu'au 29 octobre 1870*, par le maréchal Bazaine. 1 vol in-8^o avec cartes), reproduit, page 30, un rapport du général Juniac au maréchal Bazaine, qui s'exprime en ces termes : « A mon arrivée (à Forbach), à 4 heures, j'ai eu l'honneur de voir le général Frossard qui, après m'avoir félicité sur ma prompte arrivée, m'a envoyé occuper les trois points de Morsbach, Bening et Merlebach. A la fin du combat, qui s'était passé en partie en face de moi, j'ai conservé mes positions ; mais, dans la nuit, ayant envoyé une reconnaissance sur Forbach, j'ai appris que le général Frossard l'avait complètement évacué pour se diriger sur Sarreguemines, m'ayant oublié. »

Les deux rapports précités se contredisent encore en beaucoup d'autres points. Sans entreprendre ici la discussion de ces contradictions, qui ne serait pas toujours d'un intérêt général, nous avons cherché à en tenir compte le plus possible.

(2) On a dit aussi que le manque de fourrage empêcha la cavalerie de s'éloigner du chemin de fer.

combattant, soit sur Haguenau et le gros du corps, soit sur la division Ducrot à Lembach. Il devait se considérer comme une avant-garde qui pouvait être forcée à une retraite d'arrière-garde. Il ne prit, il faut le confesser, aucune des mesures à cet effet ; il en prit d'autres diamétralement contraires et mauvaises, comme le détachement de tout un régiment, le 78^e, au Pigeonnier, et la fixation du quartier-général de division à plus d'une lieue en arrière des avant-postes, à Oberhofen, d'où il le transféra encore dans la nuit à Steinselz ; de sorte que les premiers rapports du matin eurent grand'peine à l'atteindre.

La mort courageuse du général Douay pallie les reproches qu'on pourrait lui faire, sans excuser ni racheter les fautes commises. Elle laisse sur ses intentions et sur ses actes une obscurité qui commande la réserve. On ne sait ni s'il rappela ses détachements ni s'il avisa Ducrot de ce qui survenait. On ignore aussi ce que fit le 78^e à son poste du Pigeonnier ; s'il entendit ou vit l'action et essaya d'y prendre part. De même pour Ducrot. Nous avons entendu dire que ce dernier, dans l'après-midi, fut informé du combat de Wissembourg, qu'il s'en approcha par la route du Pigeonnier avec deux bataillons du 1^{er} zouaves et une batterie ; mais qu'en arrivant en vue de Wissembourg, le combat était fini ; des masses prussiennes, y compris toute une division de cavalerie, s'apercevaient au loin dans la plaine de la Sauer. Ne pouvant plus que se compromettre en avançant, les troupes Ducrot se replièrent, et toute la division battit en retraite dans la nuit même. Ainsi il paraîtrait que le général Ducrot n'encourrait aucune responsabilité dans l'échec du 4 août. Non-seulement la division Douay n'était pas sous ses ordres, mais il se proposa de la soutenir, et s'il n'y réussit pas ce ne fut que par impossibilité matérielle.

(A suivre.)

SUR NOS INSIGNES D'OFFICIERS.

† Permettez-moi sur cet objet quelques remarques faites à notre récente réunion générale d'officiers vaudois à Lausanne. Je ne demande pas, croyez-le bien, le rétablissement des épauettes ; la question est jugée. Nos brides d'épaules sont plus commodes, et je désire les conserver pourvu qu'on les améliore et qu'on les complète, ainsi que les autres insignes, de manière à répondre au but désiré.

Le défaut capital de nos insignes c'est qu'ils ne différencient pas assez les officiers supérieurs des officiers subalternes. Les grades correspondants de ces deux catégories d'officiers sont caractérisés, on le sait, par des brides, étoiles, galons identiques, mais seulement de dimension un peu différente. Cela ne suffit pas.

Survienne une légère variante dans ces dimensions, et l'on ne reconnaît plus un sous-lieutenant d'un major, un lieutenant d'un lieutenant-colonel ou d'un chef de bataillon, un capitaine d'un colonel. A notre réunion du 22 septembre, j'ai entendu deux fois M. l'inspecteur lui-même dire « M. le major » à un sous-lieutenant ; je connais d'autre part un colonel qui a été interpellé par un bref « capitaine ! » En résumé nos signes distinctifs, et surtout pour un officier à cheval vis-à-vis d'hommes à pied, servent moins à distinguer les grades qu'à les embrouiller. On les a empruntés aux Américains, mais imparfaitement, sans leurs compléments indispensables et en y ajoutant une symétrie architecturale, une unité d'ornementation parfaitement hors de propos.